

# Comment développer ses « muscles émotionnels » ?

Des hommes travaillent avec des hommes pour faire cesser la violence domestique



*Neil Blacklock est un pionnier dans le domaine de la mobilisation des hommes contre la violence domestique au Royaume-Uni. En 1989, il a été l'initiateur d'un projet d'intervention axé sur le changement de comportement des hommes qui recourent à la violence envers des partenaires intimes. Il a également dirigé « Dad's Space », un site Web destiné aux pères séparés de leurs enfants. M. Blacklock est aujourd'hui Directeur chargé du développement de « Respect », une organisation à but non lucratif qui fait référence pour ce qui est de la fourniture aux hommes de services en matière de violence domestique. Pour en apprendre davantage sur le travail de précurseur de M. Blacklock, Michael Unland, spécialiste des médias auprès du Bureau de l'OSCE au Tadjikistan, s'est entretenu avec lui à l'issue du séminaire d'experts organisé par la Section de la parité des sexes de l'OSCE à Douchanbé en octobre 2008.*

**Michael Unland : pour quelles raisons les hommes sont-ils dans une large mesure absents des débats sur l'égalité des sexes ?**

**Neil Blacklock :** les débats publics au sujet de l'égalité des sexes sont souvent perçus comme étant axés uniquement sur l'amélioration de la situation des femmes. Cela n'a rien de surprenant, car la violence domestique, le viol et l'exploitation sexuelle à des fins commerciales sont des crimes sexistes dont les victimes sont en très grande majorité des femmes et des filles. Et comme les hommes sont en grande partie en position de force dans la société, ils estiment qu'ils n'ont rien à gagner d'un changement du statu quo.

Mais les hommes également sont susceptibles de retirer un avantage de tout progrès en la matière. Penchez-vous sur la santé des hommes et d'autres indicateurs de bien-être. Nous, les hommes, nous laissons confiner dans des stéréotypes de la masculinité qui nous entravent dans l'expression de nos sentiments, nuisent à nos relations et empêchent notre épanouissement personnel. Les hommes sont les principaux auteurs de violences à l'égard des femmes et des enfants et ils sont également les principaux auteurs de violences à l'égard d'autres hommes. Étudier le lien qui existe entre masculinité et violence offre donc également des avantages pour les hommes.

**Quelle a été la réaction des organisations de femmes lorsque vous avez commencé à travailler avec des hommes pour lutter contre la violence domestique ?**

Elle a été une réaction à la fois de soutien et de scepticisme bien compréhensible. Mais le fait que la grande majorité des victimes soient des femmes ne signifie pas que la violence domestique doit être considérée comme une « question féminine » puisque c'est le comportement des hommes qui est à la base du problème. Sans rendre les hommes comptables de leur violence, sans travailler pour changer les attitudes malsaines des hommes et sans les impliquer davantage dans le règlement du problème, nous n'arriverons jamais à rien.

**Et quelle a été la réaction des hommes ?**

Il est incontestablement positif pour les hommes d'entendre un autre homme évoquer la question de la violence à l'égard des femmes de façon constructive et énergique. Il est nécessaire de créer une communauté au sein de laquelle les hommes sont prêts à s'exprimer et à se faire entendre, ainsi qu'à agir en soutien des femmes et des enfants qui ont été victimes de mauvais traitements. C'est ce qui se passe lorsque des hommes se mettent à l'écoute d'autres hommes, prennent position contre un comportement inacceptable et leur font réaliser qu'il existe de meilleurs moyens de vivre sa vie.

**Respect gère un programme de consultations pour les auteurs et, à l'échelle nationale, une permanence téléphonique de conseils pour hommes appelée « Men's Advice Line » qui reçoit environ 7 000 appels par an de la part d'hommes à la recherche d'un soutien et d'informations à propos de la violence dans les relations. Quel est le profil général de ces hommes ?**

Ils viennent de tous les secteurs de la société. Ils se sentent souvent désemparés et piégés, ce qui est paradoxal quand on sait qu'ils contrôlent ceux qui leur sont les plus proches, leur nuisent et les piègent. Notre but est de les aider à comprendre et à reconnaître l'étendue, la fréquence et la gravité des violences qu'ils infligent et leurs incidences négatives sur leurs partenaires et leurs enfants et sur eux-mêmes. Nous essayons également de leur inculquer un sentiment de responsabilité pour leurs actions : le recours à la violence est un choix. Nous les aidons à réévaluer ce qu'ils peuvent attendre de leur partenaire et à réfléchir à la façon de gérer avec respect les hauts et les bas naturels de toute relation.

Les hommes doivent apprendre à être forts d'une manière différente en développant leurs « muscles émotionnels ». J'entends par là développer des compétences et des ressources intérieures dont ils peuvent se servir afin d'être à la hauteur de leurs responsabilités de partenaires et de pères plutôt que de fuir les problèmes et de recourir aux mauvais traitements pour réduire d'autres personnes au silence. Cela suppose également de développer une capacité à communiquer et à faire preuve d'empathie et de droiture. Il s'agit-là de qualités humaines fondamentales, qui ne sont pas propres exclusivement aux hommes ou aux femmes.

**Quelle est la durée de vos programmes de consultations et quel est votre taux de réussite ?**

Chez Respect, la norme nationale de service est d'un minimum de 60 heures. Toutefois, de nombreuses organisations proposent des programmes de plus longue durée, car les schémas de comportement de toute une vie ne peuvent être modifiés du jour au lendemain. Il n'existe pas de solution à court terme. Selon plusieurs évaluations et témoignages concrets, il semblerait que la majorité des hommes ayant participé à ces programmes ne recourent plus à la violence. Le succès, c'est aussi d'aider les femmes et les enfants



Vienne, le 8 juin. Todd Minerson, le Directeur exécutif de la Campagne du ruban blanc, a pris la parole à un colloque sur la lutte contre la violence à l'égard des femmes dans la région de l'OSCE, qui était organisé par la Conseillère principale pour les questions de parité des sexes, Jamila Seftaoui, et son équipe. La campagne, lancée par un groupe d'hommes au Canada en 1991, est aujourd'hui le plus important mouvement au monde qui se consacre à aider les hommes à lutter contre la violence sexiste.



à vivre une vie à l'abri des mauvais traitements. Nous sommes très attentifs à la sécurité des victimes en leur offrant divers services et en les informant du risque que leur partenaire ou leur père pourrait poser. Sans ce dispositif, il ne serait pas prudent de gérer des programmes à l'intention d'auteurs de sévices.

**Vous utilisez des termes comme identité, bonheur, émotions – des termes que l'on ne rencontre pas souvent dans les campagnes contre la violence domestique.**

Nous devrions les utiliser davantage ! Nous devrions également encourager le dialogue au sujet des responsabilités d'un partenaire ou d'un père et créer des espaces à l'intérieur desquels ce dialogue peut avoir lieu. La Campagne du ruban blanc, qui a été lancée au Canada en 1991, en constitue un excellent exemple. Comme il s'est fait l'écho d'un sentiment universel au travers d'un symbole, ce mouvement est devenu rapidement populaire, 55 pays adaptant et développant la campagne de diverses manières. Elle a mobilisé des milliers d'hommes pour les faire sortir de leur silence – après tout, la plupart des hommes sont consternés par la violence domestique – et pour montrer leur solidarité avec les femmes. Dans de nombreuses parties du monde, vous verrez des hommes arborer un ruban blanc le 25 novembre, Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes.

**Quels enseignements avez-vous tirés de la réunion d'experts tenue ici à Douchanbé ? Un programme tel que Respect est-il transposable dans les pays d'Asie centrale, qui commencent tout juste à s'attaquer au phénomène croissant de la violence domestique dans leurs sociétés ?**

L'OSCE avait réuni 90 participants représentant 20 pays pour discuter d'un problème universel. Nous avons beaucoup appris des expériences et des stratégies réciproques. Bon nombre des changements qui se sont produits au Royaume-Uni étaient, en fait, basés sur les enseignements glanés dans d'autres pays. Notre travail au sein de Respect, par exemple, a été influencé par l'expérience acquise en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis.

Mais nous avons également reconnu que nous ne devrions pas poser en principe que les méthodes et les campagnes en Occident pouvaient être transposées telles quelles, par exemple, en Asie centrale. Il nous faut comprendre l'interaction entre catégories sociales et culture et appartenance à un sexe déterminé et identité afin de permettre aux pays de recréer des stratégies qui ont fait leurs preuves ailleurs en les adaptant d'une façon qui donnera pour eux les meilleurs résultats.

La réunion d'experts a montré comment l'OSCE apportait soutien et encouragement en mettant en contact les organisations locales et les États participants. Ce rôle est essentiel pour semer les germes du changement.  
[www.respect.uk.net](http://www.respect.uk.net)  
[www.whiteribbon.ca](http://www.whiteribbon.ca)

# De jeunes voix contre la violence

## Les enfants comme agents du changement

PAR SCOTT CAMERON

J'avais 14 ans quand les disputes entre mes parents, divorcés depuis trois ans après le départ de mon père du foyer familial, devinrent de plus en plus fréquentes en raison de tensions financières. Par un jour de septembre 2001, j'ai été le témoin de mauvais traitements infligés à ma mère par mon père. Depuis lors, ma mère et moi-même avons vécu dans la terreur que cela se reproduise. En octobre, nous avons été contraints de quitter notre logement et avons dû faire nos bagages et mettre nos affaires au garde-meuble.

À la différence de la plupart des gens dans cette situation en Écosse, ma mère et moi-même ne nous sommes pas réfugiés dans un foyer. Au lieu de cela, nous avons séjourné avec des parents à proximité de notre ancienne maison, afin de pouvoir continuer à nous occuper de notre chien et pour que je puisse rester dans la même école.

Ce semblant de normalité avait un prix. Pendant neuf mois, j'ai dormi sur le plancher dans une chambre exigüe avec trois autres personnes, tandis que ma mère avait trouvé on ne sait comment un coin pour dormir qu'elle pouvait considérer comme le sien dans la pièce de séjour. Ce fut une période difficile et angoissante pour nous deux. Je me souviens avoir été confronté quotidiennement à l'opprobre et à l'humiliation associés au fait d'être sans abri.

Dans l'intervalle, ma mère avait pris contact avec la Scottish Women's Aid. Dotée d'un réseau national constitué de 39 groupes d'aide locaux, c'est la principale organisation qui fait campagne et exerce des pressions en faveur de réponses efficaces à la violence domestique axées sur sa cause profonde, à savoir l'inégalité entre les sexes.

Son personnel a proposé de me faire bénéficier d'un nouveau service de conseil expérimental. L'aide que j'ai reçue m'a stupéfié. Une assistante sociale s'est occupée spécialement de moi et j'ai pu parler avec elle aussi longtemps que nécessaire de tout ce qui me perturbait. Nous

ne nous sommes pas attardés sur les horreurs de la violence domestique ou le traumatisme provoqué par le fait d'être arraché à notre environnement familial, mais les séances m'ont permis d'assumer ces deux problèmes.

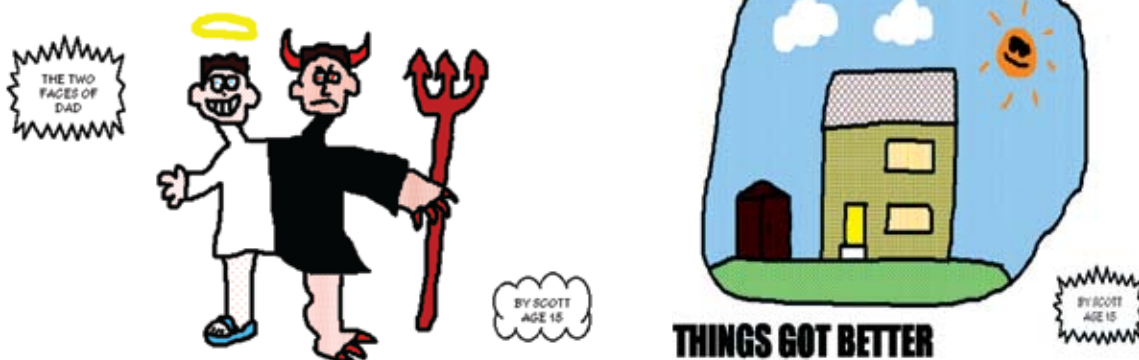
Plusieurs mois après que ma mère et moi-même nous soyons installés dans une nouvelle maison, en juillet 2002, j'ai continué à bénéficier d'une aide de la Scottish Women's Aid. Plus tard dans l'année, je m'aperçus que je pouvais même faire l'effort de renouer le contact avec mon père. J'ai attribué cela aux conseils qui m'ont été prodigués.

Ayant fait l'expérience de l'influence de ce soutien sur ma jeune vie, j'ai décidé de m'impliquer dans des activités de sensibilisation à la violence domestique. En commençant par ma communauté locale d'Ayrshire, j'ai pris la parole lors de nombreuses réunions différentes, racontant mon histoire à des ministres du gouvernement et à des fournisseurs de services. Beaucoup de jeunes et d'enfants ont été encouragés à se joindre à moi en ces occasions et ont décrit comment ils réagissaient à la violence. Nous avons aussi partagé le fruit de nos réflexions sur des questions pratiques comme les abris et l'aide financière.

Nous avons bientôt pris conscience que nous pouvions apporter une contribution encore plus importante au niveau national. J'ai pris part à « Listen Louder ! », grande campagne nationale visant à améliorer les services de soutien en amenant les gens à écouter les véritables spécialistes de la violence domestique, à savoir les enfants et les jeunes qui en ont été témoins et qui l'ont subie directement. J'ai pris la parole lors du lancement de la campagne à Édimbourg, soutenu par des membres de la Scottish Women's Aid et des conseils locaux.

« Listen Louder ! » s'est déroulée de 2002 à 2004 et a rencontré un énorme succès. Elle a abouti à la création par le gouvernement d'un groupe national de haut niveau chargé d'élaborer un plan d'exécution pour les enfants et les jeunes d'Écosse. Ce plan, qui porte sur les secteurs de la justice, de la santé, de l'éducation, du logement et de la police, a été lancé en juin 2008. Nous

Dessins réalisés sur ordinateur par Scott Cameron quand il avait 15 ans.





sommes parvenus à obtenir un financement important pour le même type d'appui spécialisé que celui dont j'avais bénéficié, qui est destiné spécialement aux enfants et aux jeunes.

J'ai continué à prendre la parole à des réunions aussi bien locales que nationales, y compris lors d'une cérémonie organisée à Édimbourg en 2006 pour honorer les réalisations de la Scottish Woman's Aid au cours des trois décennies précédentes. En octobre 2008, ces engagements m'ont conduit sur une scène mondiale – le séminaire d'experts parrainé par l'OSCE sur les approches novatrices de la lutte contre la violence à l'égard des femmes, tenu à Douchanbé (Tadjikistan), au cours duquel Heather Coady, de la Scottish Women's Aid, et moi-même avons évoqué l'importance qu'il y a de mobiliser les enfants et les jeunes comme partenaires dans la lutte contre la violence domestique. Notre exposé, qui a porté sur l'approche originale

de l'Écosse en matière de droits des enfants et de soutien à ces derniers, a été bien accueilli, et de nombreux participants sont venus nous voir après la réunion pour poser des questions complémentaires.

On m'a demandé en plus d'une occasion, pourquoi, malgré mon autre travail et mes études, je continue à défendre activement la cause. Ma réponse est invariable : « je ne veux pas que d'autres connaissent ce que j'ai subi. Et si mon expérience m'a enseigné quelque chose, c'est que les enfants et les jeunes qui ont connu la violence domestique sont les meilleurs agents du changement. Nous devons améliorer les choses pour eux. Nous devons faire entendre leur voix ».

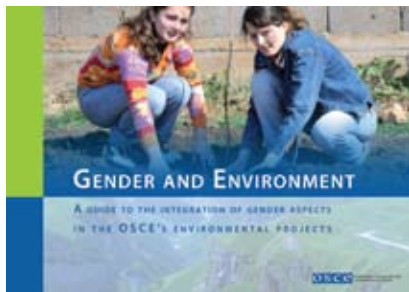
**Scott Cameron, 22 ans, est en quatrième année d'un programme de maîtrise en informatique à l'Université de Strathclyde à Glasgow, Écosse.**



## Outils recommandés pour la prise en compte des questions de parité des sexes

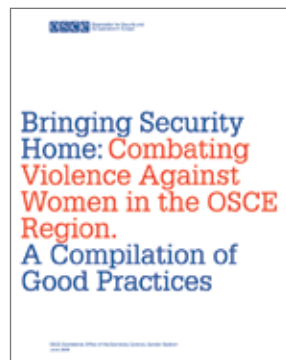
(en plus de ceux qui sont décrits aux pages 11, 16 et 30)

[www.osce.org/gender](http://www.osce.org/gender)  
[equality@osce.org](mailto:equality@osce.org)



Le document intitulé « **Gender and the Environment : A Guide to the Integration of Gender Aspects in the OSCE's Environmental Projects** » cherche à sensibiliser davantage les responsables de projets environnementaux de l'OSCE aux liens souvent invisibles entre le genre et l'environnement. Les femmes jouent un rôle crucial dans la prise des décisions concernant la gestion des ressources naturelles, en particulier pendant et après un conflit. Elles font cependant partie des personnes les plus vulnérables aux conséquences d'une dégradation et de catastrophes environnementales. Ce guide illustre comment les questions de parité des sexes sont prises en compte lors de l'élaboration, de la mise en œuvre et de l'évaluation de programmes environnementaux portant sur la gestion de l'eau, de l'énergie, des terres, des produits chimiques et des déchets et sur les changements climatiques et la gouvernance locale de l'environnement. *Établi par la Section de la parité des sexes de l'OSCE.*

Le document intitulé « **Bringing Security Home: Combating Violence Against Women in the OSCE Region. A Compilation of Good Practices** » est un outil de référence technique décrivant plus de 95 exemples de pratiques optimales et novatrices dans la prévention de la violence à l'égard des femmes, la protection des victimes et la poursuite des auteurs. On y traite aussi des stratégies permettant de faire participer les hommes et les jeunes à toute une série d'activités. Un chapitre passe en revue les initiatives intéressantes en matière de recherche et d'évaluation qui visent à faire la lumière sur ce que la communauté internationale considère comme une des violations des droits de l'homme les plus répandues à l'échelle mondiale. Chacune des pratiques traitées est considérée comme ayant permis d'appliquer des solutions originales pour résoudre un problème universel et avoir un impact réel. *Établi par la Section de la parité des sexes de l'OSCE.*



La base de données en ligne « **Mapping female experts for politico-military projects** » diffusera les offres de mission de consultant pour les femmes dans des domaines comme la maîtrise des armements, la gestion des frontières, la lutte contre le terrorisme, la prévention des conflits, la réforme militaire et la police. Un fichier de spécialistes femmes qualifiées sera tenu. Cet outil vise à promouvoir la pleine participation des femmes, sur un pied d'égalité, à la prévention des conflits, à la gestion des crises et au relèvement après un conflit. À l'heure actuelle, les femmes ne représentent que 10% de la police civile travaillant pour l'OSCE et elles ne sont pas représentées du tout dans les affaires militaires. *Date de lancement escomptée par la Section de la parité des sexes de l'OSCE : septembre 2009.*



Le dossier intitulé « **The Gender and Security Sector Reform Toolkit** » présente les questions de parité des sexes aux personnes s'occupant de la réforme du secteur de la sécurité, vaste domaine visant à transformer les politiques, les institutions et les programmes relatifs à la sécurité. Ce dossier comprend un guide de l'utilisateur, 12 outils et 12 notes sur les pratiques qui couvrent les domaines suivants : police, défense, justice et systèmes pénaux, gestion des frontières, supervision parlementaire, prise des décisions en matière de sécurité nationale, supervision par la société civile, sociétés militaires et de sécurité privées, surveillance et évaluation, et formation à la parité des sexes. Il comprend également un guide des lois et des normes internationales. Ce dossier est disponible sur papier, sur CD-ROM et en ligne. *Partenaires pour ce dossier : Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE, Centre de Genève pour le contrôle démocratique des forces armées et Institut international de recherche et d'information pour la promotion de la femme de l'ONU.*



OSZE/SHKIROV KAMOL

# Le seul foyer d'accueil du Tadjikistan a fort à faire

## Miser sur la législation

PAR GRAZIELLA PIGA

« Je suis passée devant par hasard ».

« J'ai lu quelque chose à son sujet dans une brochure ».

« Je suis finalement revenue à la raison et j'ai décidé de m'adresser à vous ».

« Mes voisins m'en ont parlé ».

Telles sont les explications les plus fréquentes que donnent les femmes qui se présentent à la porte du foyer pour femmes Gulrukhsor, souvent en état de désarroi, suivies par des enfants désemparés. Situé à Khoudjand, dans le nord de la région de Sughd, c'est le seul foyer pour femmes victimes de violences domestiques et de la traite du Tadjikistan. Il tient également une permanence téléphonique, qui reçoit jusqu'à 1 700 appels au secours chaque année.

« Les autorités locales, qui n'en voyaient pas la nécessité, se sont opposées initialement à la création du foyer en tant qu'annexe à un centre existant pour femmes en crise, » se souvient Orzu Ganieva, qui dirige le foyer. « Mais il était

évident que nous étions au bon endroit au bon moment et nous bénéficions maintenant de l'appui de plusieurs organismes étatiques ».

Depuis que le foyer a commencé à fonctionner en 2005, avec le soutien du Centre de l'OSCE à Douchanbé, comme on l'appelait alors, il a accueilli 83 femmes et plus de 100 enfants. La durée moyenne de séjour est de 11 jours, mais certains n'ont quitté le confort et la sécurité qu'il offre qu'au bout de deux mois. Près de 60 % des femmes étaient des victimes de violence domestique ; 10 % avaient subi des violences sexuelles.

« Nous nous soucions vivement d'aider ces femmes désespérées à devenir sûres d'elles et à trouver la tranquillité d'esprit », dit Mme Ganieva. « Notre personnel professionnel, qui comprend cinq travailleurs sociaux, assure gratuitement des consultations médicales, une réadaptation psychologique et sociale et des services de conseil. Notre assistance individuelle a permis à nombre de ces femmes de trouver un emploi et un logement et d'avoir accès à l'éducation et à une aide financière ».

Chaque affaire de violence domestique et sexuelle est différente, mais ces affaires ont toutes un trait commun : l'humiliation et le sentiment d'impuissance ressentis par les victimes, qui en poussent beaucoup au bord du suicide, souvent par auto-immolation. Rien qu'en 2008, sur les 1 740 femmes environ qui ont appelé la permanence téléphonique, 54 ont tenté de se suicider.

Les responsables estiment que quelque 500 personnes mettent fin à leur jour chaque année au Tadjikistan. « Cela fait environ six pour 100 000 habitants ; si cela était vrai, ce ne serait effectivement pas si terrible que cela, » dit le Docteur Davron Mukhamadiev, consultant principal au Centre de médecine légale militaire de Douchanbé. « Toutefois, ce chiffre me paraît difficile à croire, dans la mesure où, en moyenne, 15 victimes de tentatives d'auto-immolation sont transportées chaque mois au Centre pour brûlés de Douchanbé. »

### CONFLITS FAMILIAUX

Dans son étude sur les femmes ayant survécu à une auto-immolation, le Docteur Mukhamadiev a constaté que 55 % d'entre elles avaient tenté de se suicider en raison de conflits familiaux dans lesquels étaient souvent impliquées les belles-mères. « Autrefois, on pensait toujours que les gens ayant des tendances suicidaires étaient des malades mentaux qui avaient besoin de soins psychiatriques. Aujourd'hui, les spécialistes ont encore des difficultés à reconnaître que le suicide peut être dû à des circonstances sociales et économiques instables, » dit-il.

« Dans de nombreux foyers, les femmes sont traitées comme des biens et des servantes, » dit Orzu Ganieva. « Au plus fort de l'exode de milliers d'hommes vers d'autres pays à la recherche

Khoudjand, Tadjikistan, mai 2009. Chaque affaire de violence domestique et sexuelle est différente, dit Orzu Ganieva, qui dirige le seul foyer d'accueil du Tadjikistan.

d'un travail, les femmes se sont souvent retrouvées à élever seules les enfants en dépendant fortement de leurs parents et de leur belle-famille. La crise financière mondiale a légèrement changé les choses, mais pas à l'avantage des femmes. De nombreux migrants sont rentrés au foyer dans un climat économique détérioré, les femmes devenant à nouveau les premières victimes de la violence domestique ».

La voie semée d'embûches qui a mené le Tadjikistan à la stabilité après l'indépendance et cinq années de guerre civile a été très dure pour les femmes et a fait qu'il leur a été difficile de trouver leur place dans la vie sociale et économique. Dans les zones rurales en particulier, le retour à certaines coutumes et traditions locales a érodé les acquis des femmes en accordant peu d'importance à l'éducation pour les filles ; en faisant pression sur les jeunes femmes pour qu'elles se marient tôt, parfois dans le cadre d'un mariage arrangé ; en les décourageant de prendre un emploi rémunéré ; et en fermant les yeux sur la pratique de la polygamie chez les hommes.

Une enquête effectuée en 2008 par l'OSCE sur l'éducation des filles dans 24 *jamoats* (villages) a montré que près d'une fille et d'une jeune femme sur quatre n'avait pas terminé l'école primaire. Quelques 30 % des femmes âgées de 18 à 25 ans qui ont répondu ont déclaré qu'elles n'avaient pas pu achever leur éducation de base ou poursuivre leurs études parce que leurs parents les avaient empêchées d'aller à l'école.

Cette même enquête a aussi révélé qu'environ 30 % des enfants d'âge scolaire ne vont pas à l'école. La proportion de garçons d'âge scolaire qui sont scolarisés s'élevait à 65 %, alors que dans le cas des filles d'âge scolaire, cette proportion était de 59 %. Or, lors de table rondes dans les mêmes *jamoats*, il n'était pas rare que des participants homme et femmes fassent observer qu'une femme sans instruction risquait davantage de devenir la victime de violences domestiques et de les accepter comme un fait inévitable ou de recourir à des moyens extrêmes

comme le suicide.

### UNE AFFAIRE PRIVÉE

Ce qui aggrave la situation, note Gulbahor Safarova, juriste spécialisée dans les droits de l'homme à Douchanbé, c'est l'attitude, qui prévaut aussi dans de nombreuses autres sociétés, selon laquelle la violence domestique est une affaire privée. « Les agents de la force publique ont tendance à jouer le rôle de médiateurs et à consacrer leur énergie à persuader les femmes de 'revenir à la maison et être une bonne épouse', » dit-elle. « Des juges mêmes déclarent parfois qu'une 'bonne épouse n'est pas battue.' »

Toutefois, lorsqu'on leur en donne la possibilité, les femmes hésitent souvent à porter plainte contre leur époux. « Au cours d'une période récente de six mois, sur 48 affaires de violence domestique portées à mon attention, seules 10 se sont terminées au tribunal, » dit Mme Safarova. « Dès qu'une victime se rend compte que son mari pourrait être jeté en prison, elle décide qu'il vaut mieux supporter les violences que de risquer d'encourir la colère de l'auteur et de sa famille et de perdre sa seule source de modeste soutien financier. Et comme les femmes ne jouissent pas des mêmes droits de propriété que leur époux, elles risquent en plus de devenir sans abri ».

Le Bureau de l'OSCE au Tadjikistan, qui met en œuvre un programme dynamique dans le domaine de la parité des sexes, adopte une approche globale de la lutte contre la violence à l'égard des femmes, en concentrant son attention sur la protection des victimes, la recherche et l'analyse, le travail de mobilisation et de pression auprès des organismes gouvernementaux et du parlement ainsi que la prévention à travers la sensibilisation et l'éducation.

Lors de la réunion d'experts parrainée par l'OSCE sur la violence domestique qui a eu lieu à Douchanbé en octobre 2008, des responsables gouvernementaux et des représentants d'ONG ont insisté sur le rôle crucial joué par le réseau national de 11 centres de crise pour les femmes, qui bénéficie



Le foyer Gulruksor pour les femmes. Les femmes se présentent à la porte, souvent en état de désarroi, suivies par des enfants désespérés.

d'un soutien de l'OSCE. Depuis 2005, ces centres ont aidé des milliers de victimes de violences domestiques et de femmes vulnérables en leur apportant un soutien psychologique et des conseils juridiques gratuits.

Les ONG placent leurs espoirs dans une base de données unifiée créée récemment qui rassemble des informations émanant de ces centres de crise et partagées avec des organismes gouvernementaux. « Nous espérons que cela aidera les ONG et le Comité gouvernemental sur les femmes et les affaires familiales dans la poursuite de leurs efforts visant à faire pression en faveur d'un cadre juridique adéquat qui considère la violence domestique comme une infraction pénale », dit Mme Ganieva.

Un projet de loi définissant une approche globale et coordonnée de la lutte contre la violence à l'égard des femmes, et notamment des mesures destinées à protéger les victimes contre les auteurs, a été établi à la fin de 2007 et discuté lors de réunions entre des ministres et des chefs d'organismes internationaux. Depuis, toutefois, ce projet de loi n'a pas été examiné à nouveau, ni soumis au parlement. Son adoption s'est heurtée à un certain nombre de goulets d'étranglement, notamment d'ordre financier.

Néanmoins, les partisans tant nationaux qu'internationaux de cette loi n'ont pas perdu l'espoir de la voir adoptée cette année. Dans ce cas, elle ouvrira la voie à la création d'un nombre accru de foyers dans d'autres régions du pays et assurera la pérennité du réseau de centres de crise pour femmes bénéficiant du soutien de l'OSCE. Jusque-là, les femmes en détresse ne pourront se réfugier que dans le seul foyer du pays.

**Graziella Piga est responsable du programme relatif à la parité des sexes au Bureau de l'OSCE au Tadjikistan.**

[www.osce.org/tadjikistan](http://www.osce.org/tadjikistan)



# Au Kirghizistan, l'alarme est donnée à propos des enlèvements de futures mariées

On souhaite davantage d'études pour faire la lumière sur les nouvelles tendances



Naryn (Kirghizistan). Jeune femme en pleurs contrainte de porter un foulard de mariage après avoir été enlevée.

**PAR TURGANBUBU ORUNBAEVA**

*Aigul est en visite dans son village de la province de Naryn pour les vacances, profitant d'une brève interruption de ses études dans une prestigieuse université de Bichkek. Un jour, rentrant chez elle après avoir fait des achats, elle est abordée par Erkin, un jeune bon à rien originaire du même village qu'elle. Il la pousse dans un taxi qui les conduit jusqu'à la maison de sa famille. Elle y est tenue captive pendant plus d'une semaine, au cours de laquelle les femmes de la famille essayent sans relâche de la convaincre d'épouser Erkin. Aigul repousse les tentatives des femmes de lui faire porter le jooluk, un foulard blanc qui est synonyme de mariage, et reste intraitable jusqu'au bout. Finalement, les parents d'Erkin abandonnent et demandent à ce dernier et à ses amis de reconduire Aigul à Bichkek. À l'intérieur du taxi, Erkin, ulcéré de ce que ses plans ont été contrariés, a une violente altercation avec Aigul. Erkin et ses amis décident de se venger et tous les quatre violent Aigul, menaçant de la tuer si elle parle à quiconque de cet incident.*

Ce n'est là qu'un des nombreux récits déchirants que mon personnel essentiellement féminin me raconte quotidiennement à l'hôpital régional de la province de Naryn, où je travaille comme gynécologue depuis vingt ans. L'enlèvement de futures mariées – *ala kachuu* en kirghize – ne se termine pas toujours de façon aussi tragique que dans l'histoire d'Aigul et d'Erkin (dont j'ai modifié les noms pour préserver leur anonymat). Certaines femmes parviennent à tourner la page après s'être libérées et à se construire une vie conforme à leurs propres aspirations. D'autres affirment être heureuses et

satisfaites dans leur nouveau cadre domestique après avoir initialement résisté à leur sort.

Une clarification s'impose à ce stade : l'enlèvement de futures mariées peut être « consensuel », ce qui est moins controversé et se produit moins fréquemment. Le couple organise en général son propre « enlèvement », parfois avec l'approbation des parents, par exemple, lorsque ceux-ci n'ont pas les moyens de financer une cérémonie de mariage en bonne et due forme – et parfois comme moyen de se passer de l'autorisation parentale de se marier.

C'est l'enlèvement « non consensuel » de futures mariées qui semble gagner en popularité parmi la population kirghize en tant que voie la plus rapide vers le mariage, ce qui inquiète les autorités, le législateur, les spécialistes de la condition féminine et une grande partie de la société civile. Un taux de divorce en hausse, l'alcoolisme croissant et le désespoir chez les jeunes hommes, ainsi que des cas de suicide et de prostitution parmi les jeunes femmes, qui voient leurs vies soudainement brisées, ne sont que quelques-unes des répercussions dévastatrices de cette pratique.

Les partisans de l'*ala kachuu* – et ils sont nombreux, en particulier dans les zones rurales – justifient cette pratique en tant que tradition kirghize. Toutefois, il n'y a jamais eu aucun consensus au sein de la population quant à sa légitimité et à son authenticité. Certains spécialistes estiment que l'indépendance a fait ressurgir une pratique considérée comme illégale durant l'ère soviétique. D'autres pensent qu'un rituel de séduction inoffensif datant de l'époque du nomadisme a pris un tour brutal.

Quelles que soient ses racines culturelles et sociologiques anciennes, force est de constater que l'enlèvement non consenti de futures mariées est un délit passible d'une lourde amende financière ou d'un emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans, comme stipulé dans l'article 155 du Code pénal kirghize (1997). Cette pratique est également contraire à l'esprit et à la lettre de toutes les grandes conventions et de tous les engagements auxquels le pays a souscrit visant à sauvegarder les droits et la dignité des femmes au Kirghizistan.

Pourquoi, dès lors, cette pratique est-elle si répandue ?

### ÉCLAIRAGE NOUVEAU

Bakubat (ce qui signifie « bien-être », que j'ai fondée en 2000, était probablement la première ONG d'Asie centrale à appeler l'attention sur ce sujet peu traité. Nous avons consulté des historiens, des ethnologues et des chercheurs et fouillé des ouvrages dans les bibliothèques pour tenter de mieux comprendre cette pratique, mais n'avons rien trouvé.

C'est à ce moment-là que nous avons décidé de nous appuyer sur nos propres ressources et d'élaborer un programme visant à sensibiliser les jeunes hommes au fait que recourir à la violence et aux mauvais traitements dans leur recherche d'une partenaire de vie n'était sûrement pas la meilleure façon de fonder une famille stable et harmonieuse. Mon intérêt pour la réalisation de films m'a également conduite à produire plusieurs brefs documentaires sur l'enlèvement de futures mariées, que nous avons montré à chaque occasion.

En 2006, nous avons bénéficié d'une impulsion bien nécessaire lorsque le Centre de l'OSCE à Bichkek a remarqué nos efforts et nous a aidés à réaliser une petite étude pour tenter de mieux comprendre pourquoi cette pratique était si répandue. Nous décidâmes de nous concentrer sur la province de Naryn, où est sise notre ONG. Avec une population évaluée à 52 000 habitants, Naryn est une des provinces les plus montagneuses et les plus isolées du Kirghizistan.

Au total, 950 femmes kirghizes mariées, âgées de 16 à 70 ans, ont participé à l'étude. Choies au hasard, elles se répartissaient à parts presque égales entre résidentes de zones urbaines et de zones rurales. Leurs réponses à nos questions ont confirmé nos pires craintes : plus de 60 % des femmes dans les zones rurales et plus de 40 % d'entre elles dans les zones urbaines s'étaient mariées contre leur gré, dans le cadre de l'*ala kachuu*. Il avait été recouru à la force dans plus de la moitié des cas. Près de 60 % des femmes avaient été enlevées contre leur volonté, pour la plupart lorsqu'elles étaient âgées de 16 à 22 ans.

Quatre-vingt dix pour cent des victimes d'enlèvements ont affirmé que leurs craintes d'être



COURTESY OF T. ORUNBAEVA

frappés d'ostracisme par leur communauté et, parfois, par leurs propres familles, et celles de voir diminuer leurs chances d'un avenir heureux si elles sortaient du « cadre établi », ont de nouveau joué un rôle déterminant dans leur décision d'accepter leur situation. Et même lorsque les victimes refusaient d'accepter docilement leur sort, elles ne se sont en général pas résolues à intenter un procès ou à s'adresser aux autorités de police.

Bien qu'il n'existe pas de statistiques officielles, l'étude a révélé que de vastes secteurs de la population ne voyaient rien à redire à la « tradition » de l'*ala kachuu*, l'approuvaient tacitement ou étaient incapables d'en percevoir l'impact dommageable. En outre, un ensemble complexe de facteurs s'entremêlent, favorisant cette pratique. On peut citer, notamment, l'attitude irresponsable des jeunes à l'égard du mariage, même parmi les jeunes relativement instruits, la mauvaise connaissance qu'ont les jeunes femmes de leurs droits (et de la même manière, l'ignorance de la loi chez les jeunes hommes), ainsi que l'attitude qui prévaut chez les agents de la force publique selon laquelle la violence domestique et l'enlèvement de futures mariées sont des problèmes qui se règlent de préférence au sein de la famille.

### DOMMAGES SOCIO-ÉCONOMIQUES

Notre coopération avec le Centre de l'OSCE à Bichkek a abouti, en 2008, à un projet pilote destiné à lutter contre la violence domestique et l'enlèvement de futures mariées en s'employant à sensibiliser à l'égalité des sexes. Nous touchons aujourd'hui plus de jeunes gens que jamais auparavant à Naryn et renforçons les relations entre les institutions publiques et la société civile.

Dans le cadre de nos séminaires, nous essayons d'ouvrir les yeux des jeunes hommes et des jeunes femmes sur le fait que la pratique de l'*ala kachuu* – qui signifie littéralement « se sauver en

Naryn, le 26 novembre 2008.

Étudiantes d'université arborant des slogans pour protester contre la violence domestique et l'enlèvement de futures mariées et pour promouvoir le bien-être grâce à l'éducation et à des familles heureuses et en bonne santé. L'auteure, Turgan Orunbaeva, est assise au centre.





Naryn, le 5 décembre 2008. Dans le cadre d'une campagne internationale contre la violence domestique menée avec le soutien du Centre de l'OSCE à Bichkek, l'ONG Bakubat a organisé une série de séminaires à l'intention de 150 militaires du Service des frontières du Kirghizistan, de soldats du Ministère de la défense faisant partie du bataillon de Naryn, d'étudiants en médecine et d'étudiants de l'École de formation des enseignants ainsi que de l'Université d'État de Naryn.

COURTESY OF T. ORUNBAEVA

emportant quelque chose qui ne vous appartient pas » – est un condensé de toutes les formes de violences imaginables : violences physiques, car presque tous les cas de rapt impliquent un recours à la force ; violences psychologiques, car, que la femme connaisse ou non son ravisseur, le mariage lui est imposé en usant d'un subterfuge ou par la contrainte pendant une période pouvant durer de quelques heures à plusieurs jours ; et violences sexuelles, car les femmes sont souvent violées pour « sceller » l'union.

Les dommages socio-économiques infligés aux femmes, à leurs familles et à la société dans son ensemble sont tout aussi répréhensibles. En contractant contre leur gré ce type de mariage, les femmes sont privées de leur droit de jouer un rôle positif et productif dans le développement de leur pays.

D'après les résultats de notre étude, 32 % des femmes enlevées ont dû complètement abandonner l'école, tandis que 27 % d'entre elles ont dû opter pour des études à temps partiel. La crainte de se faire enlever dissuade également des milliers de jeunes femmes de revenir dans leurs villages, où leurs compétences font cruellement défaut, en particulier dans les écoles et les hôpitaux. Elles choisissent souvent de rester dans des villes grandes et moyennes, où elles finissent pas s'acquitter de tâches non qualifiées et deviennent vulnérables au commerce du sexe et à la traite.

#### VIF CONTRASTE

Une réalisation majeure, rendue possible par le projet de l'OSCE, a été l'ouverture d'un centre de consultations et de réhabilitation à Naryn l'année dernière. Jusqu'à présent, nous avons été en mesure de fournir une aide psychologique et médicale et des conseils juridiques à quelque 500 victimes de violences domestiques et d'enlèvements.

Il a été gratifiant de constater que toutes ces activités ont commencé à porter leurs fruits. Pour ne citer qu'un seul exemple, ces trois dernières années, il n'y a eu aucun cas d'enlèvement non consenti de futures mariées dans le village de Baetov, situé dans le district d'Ak-Talaa, dans la province

de Naryn. Nous constatons une tendance similaire à la baisse dans d'autres villages. En outre, les pouvoirs publics et les forces de l'ordre sont désormais plus disposés à travailler avec nous et avec d'autres ONG pour lutter contre cette pratique.

En octobre 2008, j'ai été invitée à décrire l'action de Bakubat dans le cadre d'un séminaire d'experts organisé par l'OSCE à Douchanbé, qui était axé sur des stratégies novatrices pour lutter contre la violence à l'égard des femmes. Et en mars de cette année, avec les encouragements du Centre de l'OSCE à Bichkek, j'ai présenté les conclusions de notre étude sur les enlèvements de futures mariées lors d'auditions parlementaires sur le thème « Aspects sexospécifiques des normes législatives relatives à l'âge du mariage ».

Depuis les auditions, des hauts fonctionnaires ont exprimé leur soutien en faveur de notre travail avec l'OSCE et des journalistes se sont montré davantage intéressés à rédiger des articles à propos de nos activités. Quel vif contraste par rapport à l'époque où j'ai pour la première fois évoqué ce sujet controversé à la fin des années 1990 et où je n'ai rencontré que scepticisme, suspicion et même hostilité. Les pouvoirs publics, les activistes locaux, les citoyens, les universitaires et les membres de la communauté internationale devraient à présent saisir l'occasion qui leur est donnée en mettant leurs ressources en commun pour éradiquer une des pratiques les plus exécrables dont sont victimes les femmes d'Asie centrale.

**Turgan Orunbaeva est la fondatrice et la directrice de l'ONG Bakubat à Naryn (Kirghizistan). Elle a elle-même subi un mariage forcé par enlèvement.**

*Ont contribué à cet article, Jumagiul Esenalieva, point de contact pour l'égalité des sexes, et Burul Usmanalieva, spécialiste des médias, au Centre de l'OSCE à Bichkek.*

<http://www.osce.org/bishkek>



## Faits concernant la parité des sexes Représentation des femmes dans les parlements nationaux des États participants de l'OSCE (au 31 mai 2009)

Rang	Pays	Chambre basse ou unique			
		Élections	Sièges	Femmes	% Femmes
1	Suède	9/2006	349	164	47
2	Islande	4/2009	63	27	42.9
3	Finlande	3/2007	200	83	41.5
4	Pays-Bas	11/2006	150	62	41.3
5	Danemark	11/2007	179	68	38
6	Espagne	3/2008	350	127	36.3
7	Norvège	9/2005	169	61	36.1
8	Belgique	6/2007	150	53	35.3
9	Allemagne	9/2005	612	197	32.2
10	Biélorussie	9/2008	110	35	31.8
11	Andorre	4/2009	28	9	32.1
12	Suisse	10/2007	200	57	28.5
13	Portugal	2/2005	230	65	28.3
14	ex-République yougoslave de Macédoine	6/2008	120	34	28.3
15	Autriche	9/2008	183	51	27.9
16	Kirghizistan	12/2007	90	23	25.6
17	Monaco	2/2008	24	6	25
18	Liechtenstein	2/2009	25	6	24
19	Moldavie	4/2009	101	24	23.8
20	Luxembourg	6/2004	60	14	23.3
21	Canada	10/2008	308	68	22.1
22	Bulgarie	6/2005	240	52	21.7
23	Serbie	5/2008	250	54	21.6
24	Italie	4/2008	630	134	21.3
25	Croatie	11/2007	153	32	20.9
26	Estonie	3/2007	101	21	20.8
27	Pologne	10/2007	460	93	20.2
28	Lettonie	10/2006	100	20	20
29	Royaume-Uni	5/2005	646	126	19.5
30	Slovaquie	6/2006	150	29	19.3
31	France	6/2007	577	105	18.2
32	Lituanie	10/2008	141	25	17.7
33	Tadjikistan	2/2005	63	11	17.5
34	Ouzbékistan	12/2004	120	21	17.5
35	Turkménistan	12/2008	125	21	16.8
36	États-Unis d'Amérique	11/2008	435	73	16.8
37	Kazakhstan	8/2007	107	17	15.9
38	République tchèque	6/2006	200	31	15.5
39	Saint-Marin	11/2008	60	9	15
40	Grèce	9/2007	300	44	14.7
41	Chypre	5/2006	56	8	14.3
42	Fédération de Russie	12/2007	450	63	14
43	Irlande	5/2007	166	22	13.3
44	Slovénie	9/2008	90	12	13.3
45	Bosnie-Herzégovine	10/2006	42	5	11.9
46	Azerbaïdjan	11/2005	123	14	11.4
47	Roumanie	11/2008	334	38	11.4
48	Hongrie	4/2006	386	43	11.1
49	Turquie	7/2007	549	50	9.1
50	Malte	3/2008	69	6	8.7
51	Arménie	5/2007	131	11	8.4
52	Ukraine	9/2007	450	37	8.2
53	Albanie	7/2005	140	10	7.1
54	Monténégro	3/2009	81	5	6.2
55	Géorgie	5/2008	150	9	6

En mai 2009, 11 États participants de l'OSCE avaient atteint l'objectif minimum de 30 % de femmes au Parlement, que le Conseil économique et social de l'ONU avait fixé en 1990.

Un certain nombre de facteurs différents influent sur la représentation des femmes dans les parlements :

**Attitudes sociales et tradition politique :** dans certains États participants, la participation des femmes à la vie politique est une tradition bien établie.

**Systèmes de quotas :** les constitutions ou les lois électorales de plusieurs États participants prévoient des quotas en ce qui concerne le nombre de femmes dans les parlements nationaux ou le nombre de femmes proposées par les partis comme candidates aux élections.

**Dispositions électorales :** neuf des 11 États participants ayant atteint l'objectif de 30 % ont un système électoral proportionnel.

Source : Union interparlementaire

<http://www.ipu.org/english/home.htm>



Femmes membres du Riksdag avec le Président Per Westerberg en 2007. La Suède se classe au deuxième rang dans le monde (après le Rwanda) pour ce qui est de la proportion de femmes dans un parlement national. Photo : Riksdag suédois/Melker Dahlstrand

*Dans le cadre du Plan d'action pour la promotion de l'égalité entre les sexes, l'OSCE aide les États participants dans les efforts qu'ils déploient en vue d'élaborer des mesures efficaces pour assurer une participation égale des femmes aux processus démocratiques et favoriser leur implication dans la vie politique. L'Organisation exécute et soutient des projets dans ce domaine, souvent en liaison avec des projets portant sur la démocratisation en matière électorale.*